

## Recherches sociographiques



Jeannette LÉTOURNEAU, *Les écoles normales de filles au Québec*

Marise Thivierge

Volume 24, Number 3, 1983

Populations

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056056ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056056ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Thivierge, M. (1983). Review of [Jeannette LÉTOURNEAU, *Les écoles normales de filles au Québec*]. *Recherches sociographiques*, 24(3), 428–429.  
<https://doi.org/10.7202/056056ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1983

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**é**rudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

pas aux problèmes communs, un peu dans le sens où, dans une autre contexte, Gramsci parlait de passions communes... Mais la tâche était difficile, particulièrement parce qu'en domaine neuf on ne peut prendre appui sur la tradition pour la dépasser. Grâce à elles, un objet d'étude nouveau — et extrêmement important — prend place dans le champ de l'historiographie du Québec.

À la toute première page du livre, la jeune Anne cherche à remonter le temps jusqu'à son arrière-arrière-grand-mère. Dans l'épilogue terminal, un peu comme après une mission accomplie, on écrit qu'elle pourra trouver. Le « entre femmes » empêcherait-il que le frère d'Anne soit concerné ? Pour ma part je ne le crois pas, et je vais chaudement recommander la lecture de cet ouvrage à mon fils comme à ma fille. Pour que l'une et l'autre puissent connaître leurs arrière-grands-mères.

Jean-Paul BERNARD

*Département d'histoire,  
Université du Québec à Montréal.*

Jeannette LÉTOURNEAU, *Les écoles normales de filles au Québec*, Montréal, Fides, 1981, 239p.

Dans l'élan d'édition d'ouvrages récents sur l'histoire des femmes au Québec, le livre de Jeannette Létourneau s'inscrit à titre de document de référence fort précieux pour les chercheurs. En fin de préface de son ouvrage, l'auteur affirme que « cette histoire n'est qu'un jalon dans la grande histoire de l'éducation au Québec. Puisse-t-elle se continuer en tenant compte des éléments dynamiques qui orientèrent, chez nous, la formation de milliers d'institutrices » (pp. 11-12). Soit ! L'auteur prévient les lecteurs éventuels des limites de sa recherche, invitant les autres à continuer l'œuvre entreprise. Pour cerner son sujet, elle a chronologiquement divisé l'étude en trois grandes parties : 1800-1840, 1841-1898 et enfin 1899-1974 ; ainsi, il est aisé de retracer les points culminants de l'origine, de l'installation, du développement, de la vigueur, de l'agonie et de la mort des écoles normales catholiques pour filles au Québec.

J. Létourneau a organisé sa matière en décrivant les structures du système d'éducation au Québec à partir de la première loi scolaire de 1801, le tout associé à une description résumée des principaux événements politiques et sociaux du pays. Ensuite, elle fait l'historique des écoles normales de filles de la période ; elle en décrit le fonctionnement, l'organisation pédagogique, le défilé des horaires, les conditions d'admission et les particularités inhérentes aux lieux géographiques ou aux communautés religieuses impliquées. Le plan se répète au fil des parties chronologiques.

Les sources utilisées pour une telle recherche sont adéquates mais l'auteur y est restée très attachée. Trop à mon avis. Elle a reproduit le discours idéologique sans paraître vouloir en interroger le fondement. Au premier abord, l'historique des écoles normales de filles pourrait prendre des proportions gigantesques dans l'histoire de l'éducation québécoise, parce que l'auteur a négligé de sensibiliser le lecteur au fait que l'ensemble des diplômées des écoles normales, avant les années 1950, comptent pour à peine 15% à 20% de toutes les institutrices laïques catholiques en poste dans les écoles publiques du Québec. Ce fait est dû, en partie, aux coûts élevés entraînés par de telles études dans les convents, par la séparation de la jeune fille de sa famille pendant la durée du cours en même temps que par l'absence de revenus de l'étudiante dans les goussets paternels pendant toute la période passée au pensionnat. Cette mise en garde aurait rapidement guidé le lecteur vers une étude spécialisée concernant une mince proportion des travailleurs de l'enseignement en période d'apprentissage du métier, en fait, d'une certaine élite.

Un autre point retient l'attention. Létourneau écrit à plusieurs reprises sur « l'incompétence des institutrices » (pp. 35, 50, 60 et ss.). J'estime qu'il ne suffit pas aujourd'hui, dans les recherches

à caractère scientifique, de reprendre le discours véhiculé par les fonctionnaires de l'État. Les affirmations de l'auteur ressemblent aux diktats d'André LABARRÈRE-PAULÉ dans son ouvrage sur *Les instituteurs laïques au Canada français*, en 1965. Les recherches récentes sur l'histoire des femmes depuis les années 1970 rendent habituellement les auteurs plus circonspects dans leurs jugements. Létourneau semble ignorer ou feindre d'ignorer les facteurs culturels, économiques et même politiques qui ont prévalu longtemps au Département de l'instruction publique favorisant une stagnation consciente du corps professoral féminin au Québec. On ne peut, bien sûr, nier la faiblesse relative d'une partie de la gent enseignante, mais encore faut-il replacer le tout dans le contexte social en fonction des exigences et des besoins de l'époque selon les lieux, les salaires offerts, la tâche à accomplir et les instruments de travail disponibles ; on aurait tort de ne juger que la qualité du personnel enseignant sans, du même coup, dégager les raisons de la longue tolérance d'une telle situation dans l'enseignement.

En conclusion, l'auteur suggère :

« Pourquoi en 1962 se retrouve-t-on avec soixante-douze écoles normales de jeunes filles, dispersées à travers la province ? Au fond, est-ce le résultat d'un contrôle rétrograde de l'Église sur l'institution scolaire ou celui d'un effort patient de longue haleine, d'un geste de suppléance dans une société qui aboutit lentement à la différenciation sociale et au plein essor économique et politique ? »

Il serait peut-être temps de commencer plutôt à s'interroger sur l'inertie de l'État en matière d'éducation : tantôt il a fait preuve de paternalisme et tantôt il a démontré son absentéisme dans certaines zones de pouvoir. Cette attitude ne faisait-elle pas totalement l'affaire des gouvernants quand ces derniers accordaient la gérance de certains domaines au clergé (écoles, collèges, etc.) mais se réservaient certains secteurs (écoles techniques, professionnelles) dont la vocation pragmatique devait répondre aux besoins des industries ? Quelle économie d'énergie et de budget pour un gouvernement que de laisser le clergé et le personnel laïque féminin accomplir la majorité des efforts et des dépenses au nom d'une mission à remplir.

Le grand mérite de l'ouvrage de Jeannette Létourneau réside dans la patiente organisation des sources abondantes, variées et éparpillées relatant l'histoire de plusieurs écoles normales de filles au Québec. Cette étude possède l'avantage d'apporter des éléments documentaires particuliers sur l'histoire de l'éducation et sur l'histoire des femmes au Québec. En général, les compilations de données et les chronologies en font un document de travail utile aux recherches ultérieures malgré un index par trop simplifié.

Marise THIVIERGE

*Institut québécois de recherche sur la culture.*

Alain VINET, Francine DUFRESNE et Lucie VÉZINA, *La condition féminine en milieu ouvrier*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, 222p.

Deux cents pages qui ne sont pas à la hauteur d'un titre aussi prometteur. Une enquête portant réellement sur la condition féminine en milieu ouvrier aurait dû tenir compte, notamment, du milieu concret et des conditions réelles de travail des femmes, des politiques patronales à leur égard et de la situation des femmes au sein des rapports de pouvoir dans l'entreprise. On nous livre, malheureusement, les résultats d'une enquête qui ne porte que sur des opinions et des comportements individuels. Celle-ci a été menée auprès de cent trente-deux ouvrières « mariées ou l'équivalent » qui travaillent dans cinq entreprises manufacturières de la région de Québec au printemps 1981. Les résultats les plus significatifs indiquent un fort attachement de ces femmes à leur emploi : 53% d'entre elles n'ont jamais cessé de travailler et près des deux tiers ne désirent pas